



ACTION COLLECTIVE Mettre fin à l'Exploitation Sexuelle des Enfants

Afrique de l'Ouest, Centrale et du Nord

ATELIER RÉGIONAL

Du 27 au 31 mai 2024 Dakar, Senegal





Remerciements

Cet événement a été rendu possible grâce au financement de l'ASDI, de la Fondation Oak et de Aegis Charitable Trust.

Les opinions exprimées ici sont uniquement celles d'ECPAT International. Le soutien ne constitue pas une approbation des opinions exprimées. Cette publication est basée sur les notes de l'événement organisé avec l'aimable collaboration des participants à l'atelier régional du Sénégal.

ECPAT International souhaite remercier les organisations suivantes dont la contribution a été déterminante dans l'organisation et la réalisation de l'atelier :

Safe Online, ECPAT France, ECPAT Luxembourg, She Leads, et l'Association des Juristes Sénégalaises.

Clause de non-responsabilité :

Les opinions, constatations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles des organisations participantes et ne reflètent pas nécessairement les points de vue d'ECPAT International.

Conception et mise en page par :

Manida Naebklang

Illustration de la couverture :

Rewire Design

ECPAT International. (2024) Action collective pour mettre fin à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants : Atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord. Bangkok : ECPAT International

© ECPAT International, 2024

Des extraits de cette publication peuvent être reproduits avec mention de la source, à savoir ECPAT International.



Publié par :

ECPAT International

328/1 Phaya Thai Road, Ratchathewi,
Bangkok, 10400, THAILANDE.

Téléphone: +66 2 215 3388 | Courriel: info@ecpat.org | Site web: www.ecpat.org

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
VUE D'ENSEMBLE : TENDANCES ÉMERGENTES ET EXPÉRIENCES LOCALES	3
DISCUSSIONS THÉMATIQUES	4
Exploitation sexuelle des enfants facilitée par la technologie	4
Exploitation sexuelle des enfants dans les situations humanitaires	6
Exploitation sexuelle des enfants dans les secteurs des Voyages, du Transport et du Tourisme	8
Accès à la justice pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle	11
PRINCIPAUX RÉSULTATS	14
Participation des enfants et des jeunes	14
Examen de la dimension de genre spécifique à l'exploitation sexuelle des enfants	15
Cadres juridiques et normes sociales	16
Engagement et soutien de la communauté	16
Collaborations entre systèmes formels et systèmes coutumiers traditionnel	17
Collaboration et développement des capacités	17
LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES DU PROJET «SHE LEADS» MÈNENT L'ACTION POUR LE CHANGEMENT	18
ORIENTATIONS FUTURES	20
Intégration des dimensions de genre et de technologie dans l'exploitation sexuelle des enfants	20
Innovation dans les partenariats	21
Diversification du financement	21
Renforcement des systèmes de collecte de données	21
CONCLUSION	22
A PROPOS DE	23

INTRODUCTION

Du 27 au 31 mai 2024, ECPAT International, en collaboration avec des partenaires clés, a organisé un atelier régional sous le thème : *“Action collective : Mettre fin à l’exploitation et aux abus sexuels des enfants en Afrique de l’Ouest, du Centre et du Nord”* à Saly, au Sénégal. Cet événement crucial a rassemblé plus de 90 participants venus de plus de 50 organisations de la société civile (OSC) opérant dans 31 pays d’Afrique, y compris des pays francophones, anglophones, arabophones et lusophones. Parmi les participants se trouvaient, des représentants du réseau [ECPAT International](#), des jeunes filles représentantes du programme [She Leads](#), des représentants des organisations bénéficiaires des subventions de [Safe Online](#) ainsi que des représentants des organisations internationales. L’atelier visait à galvaniser les efforts régionaux de lutte contre l’exploitation et les abus sexuels des enfants en Afrique de l’Ouest, du Centre et du Nord.

En 2022, les consultations d’ECPAT avec les membres et les acteurs de la protection de l’enfance ont mis en évidence un besoin urgent pour les OSC de la région d’améliorer leur expertise et d’adapter leurs stratégies en réponse à l’évolution des contextes d’exploitation et des abus sexuels sur les enfants. Les discussions ont souligné la nécessité pour les OSC d’élargir leurs connaissances, d’aborder les normes de genre influencées par les valeurs sociétales et de plaider en faveur de stratégies globales de prévention et de réponse. Sur la base de ces besoins identifiés, l’atelier a été minutieusement conçu pour favoriser les partenariats, stimuler l’innovation et soutenir les réseaux de la société civile dans divers secteurs.

Le présent rapport rend compte de la richesse des idées, des défis et des pratiques prometteuses partagés au cours de l’atelier. Il constitue une ressource essentielle pour orienter les actions futures et définir une approche unifiée de la lutte contre l’exploitation et les abus sexuels contre les enfants, y compris dans le monde numérique.



VUE D'ENSEMBLE : TENDANCES ÉMERGENTES ET EXPÉRIENCES LOCALES

- 1. Augmentation de l'exploitation sexuelle en ligne :** L'utilisation croissante de la technologie a facilité l'accès aux enfants par des abuseurs sexuels potentiels. L'exploitation sexuelle en ligne des enfants commise par d'autres enfants étant également en augmentation.
- 2. Crises humanitaires :** L'instabilité politique et les crises humanitaires ont entraîné plusieurs cas de déplacements et de fermetures d'écoles, plaçant les enfants dans une situation de vulnérabilité, y compris face à l'exploitation sexuelle.
- 3. Les garçons victimes de violences sexuelles :** Malgré une augmentation notable de la reconnaissance et du signalement des garçons victimes d'exploitation et d'abus sexuels, les cas qui concernent les garçons (victimes de l'exploitation sexuelle) ne sont souvent pas pris au sérieux et ne sont pas traités correctement.
- 4. Contraintes budgétaires et financières :** Bien que les cadres juridiques existent dans de nombreux pays Africains, la budgétisation et l'affectation des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes visant la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants font souvent défaut, et de nombreux gouvernements n'allouent pas les ressources nécessaires pour ce faire.
- 5. Rôle des approches communautaires :** Les approches communautaires, y compris l'engagement de nouveaux acteurs tels que les enfants et les groupes de jeunes se sont avérées efficaces pour lutter contre l'exploitation sexuelle. Toutefois, ces approches ne sont pas suffisamment valorisées et mises en œuvre de manière systématique.
- 6. Participation des enfants :** L'implication des enfants dans les activités visant la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants s'est avérée efficace, bien qu'il faille faire davantage pour garantir leur participation significative.
- 7. Collaborer avec les chefs traditionnels et religieux :** Les chefs traditionnels et religieux exercent une influence considérable sur les communautés d'Afrique de l'Ouest et du Centre, ce qui rend leur engagement crucial pour l'efficacité des efforts de protection de l'enfance.
- 8. Importance des médias traditionnels et des nouveaux médias :** L'utilisation des médias traditionnels (radio, télévision, journal) et des nouveaux médias (plateformes en ligne et réseaux sociaux) est essentielle pour sensibiliser et éduquer les communautés sur l'exploitation sexuelle des enfants.
- 9. Une mise en œuvre incohérente des lois :** Malgré l'existence de lois solides en matière de protection de l'enfance, des lacunes importantes subsistent dans leur application dans les zones rurales et marginalisées. La décentralisation des politiques, des lois et des structures accessibles au niveau local, en particulier dans les zones rurales, reste un problème important dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
- 10. Collaborations interministérielles :** Au niveau national, s'il existe une bonne collaboration avec les ministères des affaires sociales, l'engagement avec les autres ministères gouvernementaux reste limité et manque de leadership ; ce qui affecte la mise en œuvre d'une politique générale de protection de l'enfance contre l'exploitation sexuelle au niveau national.
- 11. L'émergence de l'extorsion sexuelle et des comportements sexuels préjudiciables :** De nouvelles formes d'exploitation sexuelle des enfants, telles que l'extorsion sexuelle et les comportements sexuels préjudiciables chez les enfants (en particulier les garçons), sont de plus en plus documentées et nécessitent des interventions ciblées.

DISCUSSIONS THÉMATIQUES

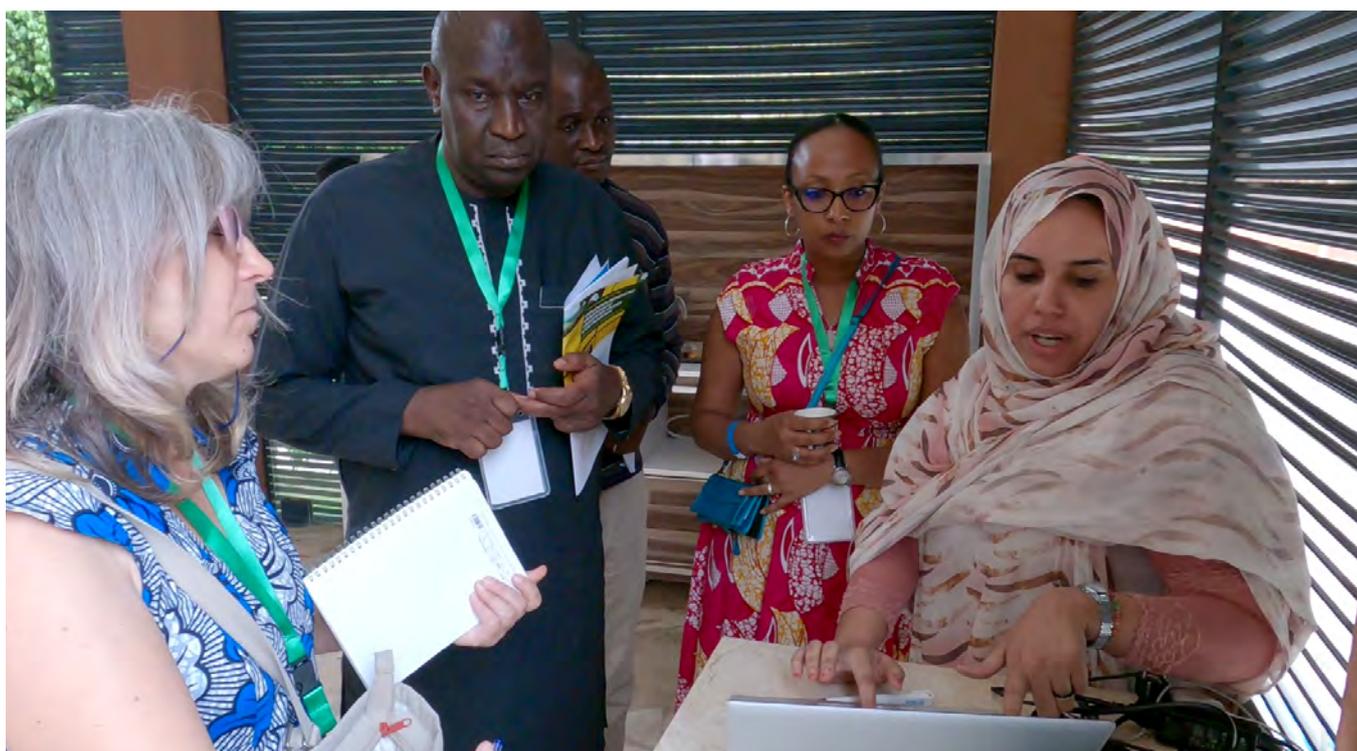
Les discussions thématiques de l'atelier régional du Sénégal ont permis d'approfondir la complexité de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le contexte de notre société actuelle, qui évolue rapidement. Ces discussions ont mis en lumière les défis à multiples facettes et souligné l'impératif d'avoir plusieurs stratégies innovantes et à différents niveaux pour protéger les enfants. Nous explorons ici les principaux thèmes, notamment l'exploitation sexuelle facilitée par la technologie, l'exploitation sexuelle dans les crises humanitaires et dans les contextes des voyages et du tourisme, les dimensions de genre comme causes de l'exploitation sexuelle, ainsi que les défis liés à l'accès à la justice pour les enfants victimes de l'exploitation sexuelle. Nous nous pencherons sur les principales conclusions des discussions de l'atelier et présenterons les recommandations stratégiques pour chaque thème retenu.

EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS FACILITÉE PAR LA TECHNOLOGIE

Les résultats :

L'évolution rapide de la technologie a considérablement accru les risques d'exploitation sexuelle des enfants en ligne, une tendance qui nécessite une action urgente. Des réponses efficaces nécessitent une collaboration solide entre les OSC, les gouvernements et les autres parties prenantes, y compris les acteurs du secteur privé, les systèmes formels et non formels, et les acteurs traditionnels et religieux. Malheureusement, cette synergie fait actuellement défaut. Les participants ont constaté un manque généralisé de sensibilisation des parents et des enfants aux dangers liés à l'accès et l'utilisation des plateformes en ligne. Ce manque de sensibilisation est également évident chez les soignants et les prestataires

de services. En outre, l'inadéquation des cadres juridiques existants, qui sont souvent dépassés et ne répondent pas aux complexités de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, associée à l'absence de données fiables sur la prévalence et la nature de ce problème dans la région, complique encore les efforts visant à concevoir des interventions efficaces. De nombreux acteurs clés qui comprennent mal l'étendue et la manifestation de ce problème. Les mécanismes de signalement sont soit sous-utilisés, soit mal utilisés, avec un suivi inadéquat de la part des forces de l'ordre et des services de soutien, ce qui sape la confiance et l'efficacité.



Recommandations :

- **Renforcer la collaboration multipartite :** Mettre en place des mécanismes efficaces et adaptés au contexte de collaboration entre les OSC, les gouvernements, les chefs traditionnels et religieux et le secteur privé, en particulier les entreprises de technologie, afin de créer des solutions globales et durables avec la participation des enfants.
- **Améliorer les mécanismes de soutien aux victimes et aux survivants :** Investir dans le développement de systèmes de soutien adaptés aux enfants, sensibles au genre, largement accessibles, de bonne qualité et comprenant des voies de signalement. Veiller à ce qu'ils soient soutenus par des services efficaces d'application de la loi et des services de protection de l'enfance, ainsi que par des procédures judiciaires fiables. Les enfants devraient être impliqués de manière significative et régulière dans l'évaluation de ces systèmes afin d'en garantir la pertinence et l'efficacité.
- **Renforcer les capacités pour les parties prenantes :** Renforcer les capacités de toutes les parties prenantes, y compris les OSC, les forces de l'ordre et le système judiciaire, à comprendre et à traiter efficacement l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Cela inclut une formation sur le traitement des preuves numériques et les besoins spécifiques des victimes de l'exploitation sexuelle en ligne.
- **Renforcer les efforts d'éducation sur les risques liés à la technologie :** Les gouvernements et les parties prenantes devraient donner la priorité à des initiatives régulières d'éducation et de sensibilisation aux dangers de l'exploitation sexuelle facilitée par les technologies. Les écoles, les parents, les prestataires de soins et les enfants doivent être dotés des connaissances nécessaires pour reconnaître les risques et connaître les mécanismes de protection existants et la manière de les utiliser.
- **Mettre l'accent sur la collecte, l'analyse et l'utilisation des données :** Remédier au déficit actuel de données en mettant en place des mécanismes complets de collecte de données qui alimentent les efforts de sensibilisation et de programmation, et en améliorant l'utilisation des données existantes. Ces données devraient être utilisées pour ajuster et concevoir des interventions qui répondent aux tendances actuelles.
- **Renforcer les cadres juridiques et leur mise en œuvre :** Les gouvernements devraient accorder la priorité à la mise à jour et surtout à l'application des lois visant à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Il s'agit notamment de veiller à ce que les lois soient adaptées à l'évolution rapide de la technologie, appropriées au contexte et comprises et adoptées au niveau local.



EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS DANS LES SITUATIONS HUMANITAIRES

Les résultats :

En Afrique de l'Ouest et du Centre, l'exploitation sexuelle des enfants dans le contexte humanitaire est un problème omniprésent et complexe, exacerbé par les conflits, les migrations, le changement climatique, et le déplacement des populations. Dans ces situations, les filles et les garçons sont confrontés à des risques accrus d'exploitation sexuelle.

Les filles semblent être particulièrement exposées au cours de leur voyage, déplacement ou dans les camps de réfugiés et les communautés de personnes déplacées à l'intérieur du pays. En effet, elles peuvent être contraintes d'avoir des relations sexuelles en échange de la nourriture, de l'eau ou de la protection. Les garçons, quant à eux, sont souvent recrutés par des groupes armés et exploités de diverses manières, y compris en étant victimes d'abus sexuels liés à leur rôle d'enfants affectés par les forces armées. Le conflit en cours dans la région du Sahel a poussé des jeunes, principalement des garçons, sur des routes migratoires dangereuses vers l'Europe via le Maroc et l'Algérie. Beaucoup ont subi diverses formes d'abus, y compris l'exploitation sexuelle, tout au long de leur voyage.

En outre, les abus sexuels perpétrés contre les enfants par ceux qui sont censés les protéger, tels que les travailleurs humanitaires internationaux et locaux et les forces de

maintien de la paix, constituent toujours un problème important, beaucoup d'entre eux bénéficiant de l'impunité en raison du nombre limité des signalements et de la faiblesse des mécanismes de redevabilité.

Le manque de services essentiels et de capacités adéquates dans les zones de transit, les camps de déplacés internes et de réfugiés, associé à l'absence de possibilités de divulgation et de signalement adaptées aux enfants, fait que de nombreux enfants victimes d'exploitation sexuelle ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin. La situation est encore compliquée par la normalisation de la violence au sein des communautés déplacées, où les structures sociales traditionnelles sont souvent perturbées, ce qui accroît les facteurs de vulnérabilité chez les enfants. En dépit de certaines initiatives communautaires, les mécanismes de prévention et de réponse restent très insuffisants en raison de ressources inadéquates, de lois dépassées ou mal appliquées et d'un manque général de données sur la prévalence et les formes d'exploitation sexuelle des enfants dans ces contextes. Les défis uniques que pose la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans la région exigent des efforts mieux coordonnés entre les communautés locales, les gouvernements et les acteurs internationaux afin de protéger les enfants de l'exploitation sexuelle dans ces contextes.

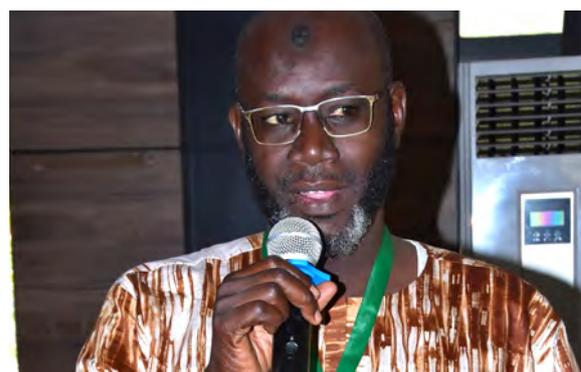


Recommandations :

- **Renforcer la collaboration avec les communautés locales :** Travailler en étroite collaboration avec les dirigeants locaux, y compris les chefs traditionnels et religieux, ainsi qu'avec le secteur privé formel et informel, afin de mobiliser et de soutenir les efforts de prévention et les mécanismes de protection des filles et des garçons victimes de l'exploitation sexuelle. Ces efforts de prévention doivent être basés sur la communauté et dirigés par elle, tout en mettant fin à la tolérance sociale à l'égard des auteurs d'infractions sexuelles. Il est essentiel d'impliquer les acteurs locaux qui comprennent les contextes pour créer des interventions efficaces qui trouveront un écho auprès des populations touchées.
- **Se focaliser sur les services de soutien adaptés aux enfants :** Élaborer et mettre en œuvre des mécanismes de soutien accessibles et adaptés aux enfants (en tenant compte des différences entre les sexes) qui peuvent faciliter la divulgation et le signalement en toute sécurité. Ces mécanismes devraient s'accompagner d'un soutien psychologique et d'autres services essentiels adaptés aux droits des enfants, afin de garantir leur sécurité et leur soutien tout au long de la chaîne de services à laquelle ils ont accès.
- **Investir dans la formation à la prévention :** Donner la priorité au développement des capacités des communautés locales et des acteurs de la société civile avant qu'une crise ne se produise. Cela comprend la formation à la protection des enfants, l'établissement de stratégies de protection multisectorielles et le soutien aux communautés pour qu'elles soient prêtes à réagir efficacement en cas de crise.
- **Améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement, la sécurité alimentaire et les infrastructures de subsistance dans les zones de déplacement :** Les contextes de déplacement en Afrique du Nord, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest augmentent l'exposition des enfants aux risques d'exploitation sexuelle, en particulier des jeunes filles, en raison du manque d'intimité, d'un manque de moyens de subsistance et d'un accès limité aux services de base. Les familles déplacées à l'intérieur du pays ont souvent du mal à accéder à l'eau potable et à l'assainissement, ce qui expose les jeunes filles à des risques d'exploitation sexuelle lorsqu'elles vont chercher de l'eau. En outre, des organisations opérant sur le terrain ont relevé des cas où des personnes déplacées ont été forcées à avoir des relations sexuelles en échange d'une aide alimentaire. Pour faire face à ces risques, il

est essentiel d'améliorer l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires et de garantir une sécurité alimentaire et des moyens de subsistance fiables afin de protéger les enfants déplacés, en particulier les filles, de l'exploitation sexuelle.

- **Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants dans les plans d'intervention humanitaire et travailler de manière intersectorielle :** Travailler avec les gouvernements pour s'assurer que la prévention et les réponses à l'exploitation sexuelle des enfants sont intégrées dans les plans nationaux de réponse humanitaire. Cela devrait inclure des lignes directrices claires sur la protection des filles et des garçons contre les risques d'exploitation sexuelle dans les situations de crise, des allocations budgétaires adéquates et l'intégration de la protection des enfants et des interventions contre l'exploitation sexuelle dans tous les secteurs.
- **Renforcer les mécanismes de redevabilité :** Plaider en faveur de la mise en place de mécanismes solides de notification et de redevabilité, au sein des organisations humanitaires et des missions de maintien de la paix, ainsi que dans les communautés, afin de garantir que les auteurs d'exploitation sexuelle des enfants soient tenus responsables de leurs actes. Il s'agit notamment d'introduire des codes de conduite clairs, un suivi régulier, des mécanismes de plainte accessibles et dignes de confiance, et des processus d'enquête transparents.



L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS DANS LES SECTEURS DES VOYAGES, DU TRANSPORT ET DU TOURISME

Résultats :

L'exploitation sexuelle des enfants dans les secteurs des voyages, du transport et du tourisme est un problème croissant et multiforme dans la région, qui s'explique en partie par d'importants déséquilibres de pouvoir, la tolérance sociale et l'impunité des délinquants sexuels. Certaines formes de tourisme non réglementées, telles que le volontourisme avec des enfants, le tourisme communautaire et l'essor des plateformes d'hébergement, menacent gravement le droit des enfants à vivre protégés de la violence et de l'exploitation sexuelle.

En ce qui concerne les possibilités de volontariat offertes par les entreprises touristiques, les missions religieuses ou d'autres organisations ; nombre d'entre elles ne sont pas réglementées et manquent souvent de contrôle adéquat et de mesures de protection des enfants, ce qui exacerbe encore les risques. De même, la nature informelle de divers arrangements touristiques, y compris les services du secteur des transports rend difficile la protection des enfants. Aussi, les espaces non réglementés augmentant les risques d'exploitation sexuelle. Les voyages d'affaires, surtout la participation à des conférences ou encore les migrations pour le travail saisonnier, comme les travaux d'extraction dans les mines ou l'agriculture, peuvent avoir des répercussions négatives sur les enfants vivant dans les communautés locales, si aucune mesure de protection n'est mise en place.

L'expansion des technologies numériques a encore compliqué le paysage, en permettant aux touristes - qu'ils soient étrangers ou nationaux - d'entrer directement en contact avec les communautés locales, ce qui accroît la vulnérabilité des enfants à l'exploitation. Les intermédiaires locaux, tels que les fournisseurs informels de transport et d'hébergement, facilitent souvent ces interactions, mettant les enfants en contact avec les touristes dans des lieux isolés et peu réglementés ou surveillés. La normalisation croissante des comportements sexualisés qui se reflètent dans les plateformes en ligne et les médias sociaux non réglementés a amplifié les risques, en particulier pour les enfants des communautés locales qui ont une conscience limitée des risques d'exploitation sexuelle, y compris par le biais d'interactions en ligne.

L'un des principaux défis réside dans l'absence d'un engagement gouvernemental fort et d'une réglementation de l'industrie du voyage, du tourisme et du transport, les gouvernements étant souvent incapables de suivre le rythme de l'évolution rapide des tendances qui prolifèrent dans des contextes de disparités économiques, de normes sociales et de pratiques locales préjudiciables. Les lacunes dans les réglementations relatives à la protection des enfants persistent également, notamment la vérification insuffisante de l'âge des enfants lorsqu'ils voyagent seuls ou lorsqu'ils s'inscrivent dans des établissements d'hébergement, qu'il s'agisse d'hôtels ou d'hébergements privés.

Lorsqu'il existe des lois et des règlements en matière de protection de l'enfance, il a été observé que leur application tend à être limitée. Les mesures réglementaires devraient être associées à une action sociale, afin que la responsabilité de l'État soit complétée par des capacités locales, une sensibilisation accrue, des efforts de prévention, un suivi et des rapports.

Bien que des lignes directes de signalement des cas d'exploitation sexuelle soient opérationnelles dans un certain nombre de pays, leur utilisation par les enfants reste limitée, en partie à cause d'un manque de sensibilisation et de confiance dans l'efficacité de ces mécanismes. Une collaboration entre les OSC, les gouvernements et le secteur privé, axée sur les droits de l'enfant, s'impose d'urgence pour relever ces défis et protéger correctement les enfants contre l'exploitation sexuelle dans le secteur des voyages et du tourisme.



Recommandations :

- **Engager et réglementer le secteur privé :** Collaborer avec les plateformes numériques telles que Airbnb et Booking.com et les entreprises de médias sociaux pour identifier et surveiller les principaux indicateurs de risque, tels que les termes de recherche spécifiques ou les comportements qui suggèrent un risque d'exploitation sexuelle des enfants. Les gouvernements devraient collaborer avec ces entreprises pour mettre en place des mécanismes plus stricts de vérification de l'âge et de signalement accessible.
- **Renforcer l'engagement et l'action du secteur privé :** Les entreprises de tous les secteurs, tels que les voyages et le tourisme, les transports ou la finance, peuvent jouer un rôle positif dans la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants. Les organisations de la société civile peuvent aussi amplifier les voix et les perspectives des enfants sur l'impact local des activités des entreprises en étant des partenaires essentiels dans cet effort. *The Code*, avec ses partenaires locaux, peut aider les entreprises à identifier les risques, à faire preuve de diligence raisonnable et requise et à prendre des mesures pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants et y répondre.
- **Renforcer la réglementation et la surveillance du volontourisme :** Les gouvernements devraient mettre en œuvre des réglementations plus strictes pour les organisations qui accueillent des volontaires et bénévoles, en particulier ceux qui arrivent par des voies non réglementées, y compris les voyages organisés dans le cadre du tourisme d'affaires ou des missions religieuses. Il s'agit notamment d'exiger des organisations d'accueil des politiques et des procédures de protection de l'enfance, ainsi que la vérification des antécédents de tous les volontaires, qui doivent être des professionnels qualifiés et préparés à l'avance pour pouvoir s'engager dans des activités avec des enfants.
- **Améliorer la collecte de données et le suivi :** Améliorer la collecte de données, notamment sur le nombre de volontaires et de touristes entrant dans le pays, ainsi que sur ceux qui utilisent les hébergements informels ou participent à des activités de volontourisme, afin de prendre des mesures proactives pour protéger les enfants.
- **Sensibiliser le public et mobiliser l'action communautaire :** Lancer des campagnes de sensibilisation ciblées pour informer les communautés locales et les enfants et leur donner des connaissances sur les risques d'exploitation sexuelle. Encourager les communautés locales à signaler les activités suspectes, à signaler les cas de manière proactive et à interrompre les risques de délinquance sexuelle.
- **Renforcer les capacités et la collaboration des OSC :** Les OSC devraient travailler au sein de coalitions (tel qu'ECPAT International) pour renforcer leur capacité technique à s'engager efficacement auprès du secteur privé et des gouvernements. Il s'agit notamment de plaider en faveur d'une réglementation plus stricte et de fournir un soutien spécialisé dans la lutte contre l'exploitation sexuelle.
- **Promouvoir le soutien entre pairs et l'engagement auprès des enfants :** Développer des initiatives de soutien entre pairs pour accompagner les enfants susceptibles d'être exploités dans le cadre de relations sexuelles transactionnelles ou d'autres formes de violence sexuelle, et donner aux jeunes les moyens de plaider en faveur du changement au sein de leur communauté. Cette approche peut contribuer à l'identification précoce et à la prévention de l'exploitation sexuelle.
- **Renforcer les mécanismes de soutien et améliorer les lignes d'assistance et de signalement :** Les gouvernements et les organisations de la société civile devraient collaborer pour veiller à ce que les services et les mécanismes de soutien puissent protéger les victimes et les survivants et promouvoir l'utilisation des lignes téléphoniques d'urgence et d'assistance existantes pour les cas d'exploitation sexuelle dans le contexte des voyages et du tourisme, y compris lorsqu'elles sont facilitées par la technologie. Il s'agit notamment d'instaurer la confiance dans ces mécanismes et de veiller à ce qu'ils soient accessibles et réactifs.

Pratiques prometteuses des membres ECPAT:

- *Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée et Niger* : Les organisations membres du réseau ECPAT International dans ces quatre pays ont mené des recherches spécifiques à chaque pays sur l'exploitation sexuelle des enfants dans le contexte des voyages et des transports. Les études visaient à documenter les connaissances locales, à évaluer les pratiques actuelles et à identifier les réponses locales à ces problèmes. Cliquez ici pour lire un résumé des conclusions de ces rapports disponible en Anglais.
- *Kenya et Ouganda* : Les organisations membres du réseau ECPAT International dans ces deux pays travaillent activement à la réglementation des activités de volontourisme afin de protéger les enfants des risques d'exploitation sexuelle. Leurs efforts portent sur le plaidoyer auprès des gouvernements, l'engagement des entreprises et des parties prenantes concernées, ainsi que sur des initiatives de campagnes ciblées.



ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES ENFANTS VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE

Résultats :

Les discussions sur l'accès à la justice pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle en Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre ont mis en évidence des difficultés importantes liées aux préjugés sexistes et de genre, à la méfiance à l'égard des systèmes judiciaires formels et à la coexistence de pratiques traditionnelles et coutumières, parfois mal adaptées au traitement des cas d'exploitation sexuelle des filles et des garçons. Les obstacles liés au genre sont évidents, les garçons n'étant souvent pas considérés comme des victimes et les filles étant toujours confrontées à la stigmatisation et à l'incrédulité ou au blâme pour leur victimisation.

En outre, les systèmes de justice formels sont souvent inaccessibles ou n'inspirent pas confiance, en particulier dans les zones rurales où la justice coutumière prévaut. Les obstacles procéduraux tels que la corruption, la longueur des procédures judiciaires, l'absence de

pratiques centrées sur l'enfant et l'inadéquation des mécanismes de soutien entravent encore davantage la capacité des victimes à demander et à obtenir justice. Il est également indispensable d'intégrer les systèmes de justice traditionnels, coutumiers et formels, de renforcer l'engagement des communautés et de fournir un soutien spécialisé tout au long des procédures judiciaires afin de garantir que le processus de justice soit équitable, accessible et adapté aux droits et aux besoins uniques des enfants victimes.

En fin de compte, l'efficacité et la responsabilité du système judiciaire dépendent de l'expérience des enfants en contact avec ses procédures. Pour les enfants victimes d'exploitation sexuelle, leur intérêt supérieur doit primer sur les obstacles bureaucratiques et procéduraux, avec des services accessibles et adaptés à leurs besoins spécifiques.



Recommandations :

- **Améliorer l'accessibilité et les pratiques centrées sur l'enfant dans les procédures judiciaires :** Réformer les procédures judiciaires pour les rendre plus accessibles et les centrer sur les droits des enfants concernés. Il s'agit notamment de fournir une assistance juridique gratuite, d'utiliser un langage et un cadre adaptés aux enfants, de réduire au minimum les délais, de créer des environnements distincts pour que les enfants puissent dénoncer les abus. Et de couvrir les coûts associés. Ces mesures réduiront les obstacles à l'accès à la justice et aux recours juridiques et rendront le processus moins intimidant pour les jeunes victimes.
- **Supprimer les délais de prescription pour les crimes sexuels contre les enfants :** L'accès à la justice et aux recours juridiques doit être garanti pour les victimes et les survivants de l'exploitation sexuelle durant l'enfance même si ces victimes décident de révéler et de dénoncer les faits plus tard dans leur vie. En supprimant les obstacles procéduraux tels que les délais de prescription pour les crimes sexuels commis contre des enfants, les systèmes juridiques peuvent garantir que les auteurs de ces crimes soient tenus pour responsables, quel que soit le temps écoulé, et que les survivants aient le droit de demander justice et d'obtenir des réparations juridiques selon leurs propres conditions.
- **Mettre en œuvre une formation continue pour tous les professionnels et acteurs de la justice qui soit adaptée au contexte, fondée sur des données probantes, sensible au genre et tenant compte des traumatismes vécus :** Les professionnels de la justice (y compris les magistrats, les procureurs, les avocats, le personnel chargé de l'application de la loi, les travailleurs sociaux et les personnes affectées à des tâches où des enfants sont privés de liberté) devraient recevoir une formation obligatoire et complète au début de leur recrutement et tout au long de leur service. Les formations devraient être axées sur les pratiques centrées sur les enfants victimes/ survivants et viser également à aborder et à atténuer les préjugés sexistes et de genre, en veillant à ce que tous les enfants victimes soient reconnus, crus et traités avec le même sérieux et ne soient pas stigmatisés ou blâmés pour leur victimisation. Les exemples louables dans la région - tels que l'incorporation d'une formation obligatoire sur la protection des enfants dans le programme national des écoles de police au **Burkina Faso**, au **Sénégal** et au **Togo** - devraient être renforcés, amplifiés et utilisés comme exemples par d'autres pays d'Afrique.
- **Assurer la collaboration et le référencement entre les systèmes de justice coutumiers, traditionnels et formels pour traiter les cas d'exploitation sexuelle des enfants :** Développer ou s'appuyer sur les cadres existants qui facilitent la collaboration entre les systèmes de justice traditionnels/coutumiers et formels, en établissant des passerelles et des collaborations entre ces systèmes. Les communautés peuvent faire confiance à la justice formelle et s'y engager plus efficacement, en veillant à ce que les contextes locaux et les pratiques culturelles soient respectés tout en défendant l'intérêt supérieur de l'enfant.
- **Lutter contre la corruption et améliorer la transparence du système judiciaire :** Mettre en œuvre de solides mesures de lutte contre la corruption et promouvoir la transparence au sein du système judiciaire. En veillant à ce que les affaires soient traitées de manière impartiale et sans influence indue, on renforcera la confiance des victimes et de la communauté dans son ensemble, ce qui facilitera l'efficacité et l'équité de la justice.
- **Renforcer l'engagement communautaire et les réseaux de soutien :** Engager la communauté, les chefs traditionnels ou religieux et les réseaux de soutien locaux dans la défense et le soutien des enfants victimes d'exploitation sexuelle. Sensibiliser les communautés à l'importance de la justice et offrir aux victimes des plateformes pour dénoncer les abus peut favoriser un environnement plus favorable et encourager les victimes à demander justice.
- **Promouvoir un soutien continu aux victimes :** Veiller à ce que les enfants victimes bénéficient d'un soutien continu tout au long de la procédure judiciaire. Le fait de désigner des avocats ou des personnes de confiance pour les accompagner, leur fournir une assistance émotionnelle et psychologique et veiller à ce que leur voix soit entendue et respectée dans toutes les procédures peut contribuer à atténuer le traumatisme lié aux actions en justice et à favoriser le rétablissement. Malgré l'importance de l'aide aux victimes, les systèmes nationaux devraient être réorganisés pour garantir que des services d'aide soient disponibles pour les enfants, même lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet d'un signalement officiel.

Pratiques prometteuses des membres ECPAT:

- *Cap-Vert* : L'organisation membre du réseau ECPAT International au Cap-Vert a signalé la création de quatre centres adaptés aux enfants dans différentes îles du pays, au sein des commissariats de police, afin de faciliter la collecte de témoignages et de répondre aux difficultés rencontrées par les enfants victimes au cours des procédures judiciaires.



PRINCIPAUX RÉSULTATS

PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES JEUNES

“ Je pense que la meilleure façon pour les filles et les jeunes femmes d'être incluses dans des conversations comme celle-ci ... est que tout le monde ait la même possibilité de partager ses expériences et ce à quoi il est confronté dans son pays, comme nous le faisons. ”

- Miatta Zeorgar, représentante de She Leads

La participation des enfants et des jeunes est apparue comme un thème central des discussions, les participants soulignant l'importance d'impliquer les enfants et les jeunes dans les décisions qui affectent leur vie. Il a été noté qu'une participation significative non seulement responsabilise les enfants, mais conduit également à des initiatives plus efficaces et durables. Les participants ont discuté de diverses stratégies visant à renforcer la participation des enfants et des jeunes, en soulignant le besoin d'espaces sûrs, d'environnements favorables et d'initiatives de développement des capacités qui permettent aux jeunes d'exprimer leurs préoccupations en toute sécurité et de s'assurer qu'ils ont un public prêt à être influencé pour contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes. Les OSC participantes ont partagé des pratiques prometteuses telles que des clubs/conseils d'enfants/ de jeunes et des groupes de référence au niveau de l'organisation, de la communauté ou de l'école, des groupes dirigés par des survivants ou des enfants, des espaces sûrs adaptés aux enfants et des centres de rétablissement pour les victimes de violences sexuelles.

Les participants ont également identifié plusieurs défis à relever dans le cadre de leurs efforts pour impliquer les enfants et les jeunes, notamment :

- Naviguer entre les sensibilités culturelles et les tabous qui rendent difficile les discussions avec les enfants sur les questions telles que celle de l'exploitation sexuelle.
- L'adultisme - lorsque des stéréotypes et des hypothèses limitatives sur l'enfance et les capacités des enfants empêchent des conversations constructives.
- L'insuffisance des ressources financières et humaines et des capacités pour planifier et mettre en œuvre efficacement une participation significative des enfants.
- La protection et les préoccupations éthiques lors de l'implication d'enfants dans des discussions sensibles.
- Garantir la diversité et l'inclusion, en particulier pour atteindre les jeunes enfants, les enfants en situation de mobilité réduite et ceux qui vivent dans des zones marginalisées.

“ Les enfants ne parlent pas de politique. Alors comment, en tant qu'organisations de la société civile, pouvons-nous faire entendre la voix des enfants dans les espaces politiques ? Comment pouvons-nous traduire leurs idées en messages qui influencent les politiques ? ”

- Timothy Ekesa, directeur général de l'Alliance kényane pour la promotion de l'enfance

Les jeunes femmes qui ont participé à l'atelier ont également évoqué les difficultés qu'elles rencontrent pour faire connaître leur point de vue :

- Leurs opinions ne sont souvent pas prises en compte, ce qui leur donne un sentiment de dévalorisation et de démotivation.
- L'engagement se limite généralement à des événements ponctuels, sans implication durable et significative.
- Il existe peu de plateformes leur permettant de participer.
- Beaucoup de leurs pairs ne sont pas conscients de leur droit à participer et des plateformes disponibles pour exprimer leur point de vue.

EXAMEN DE LA DIMENSION DE GENRE SPÉCIFIQUE À L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS

Dans la région, des attitudes, des croyances et des tabous profondément ancrés autour de la sexualité, des questions liées au genre et à l'homophobie continuent d'entraver les efforts de prévention et de réponse à l'exploitation et aux abus sexuels des filles et des garçons. Malgré une prise de conscience croissante des risques spécifiques auxquels les filles sont confrontées en matière de violence fondée sur le genre, les filles sont toujours confrontées à la stigmatisation, aux attitudes qui consistent à blâmer les victimes et à la discrimination. Les déséquilibres de pouvoir et le contrôle limité sur l'autonomie corporelle et la santé sexuelle et reproductive des filles les placent dans des situations de vulnérabilité accrue, ce qui se traduit souvent par une sous-déclaration des cas d'abus et d'exploitation sexuels.

Parallèlement, la sensibilisation à l'exploitation et aux abus sexuels des garçons reste limitée, même s'il est largement reconnu qu'il s'agit d'un problème de protection de l'enfance qui touche de manière disproportionnée les garçons qui se déplacent, les garçons qui vivent dans la rue, ceux qui travaillent (dans différents contextes) et

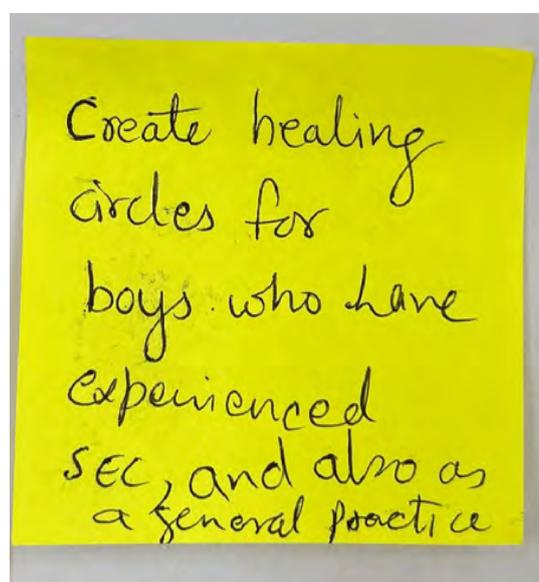
les garçons associés aux forces et groupes armés. Les tabous et les cadres juridiques problématiques entourant l'homosexualité, associés à la peur des représailles, contribuent à ce que les services de prévention et d'intervention ne tiennent pas compte du genre et soient mal adaptés. En outre, le travail de déconstruction des masculinités néfastes et la compréhension de la manière dont elles affectent la capacité des garçons à chercher de l'aide, à explorer leur sexualité et à nouer des relations consensuelles avec leurs pairs sont encore peu développés.

L'atelier a permis de réfléchir davantage au rôle du pouvoir, des tabous et des normes de genre dans la perpétuation de l'exploitation sexuelle des enfants. Les participants ont identifié des possibilités de repenser les approches actuelles de l'engagement communautaire et des activités de plaidoyer, avec un consensus sur la nécessité de renforcer la capacité interne des OSC à mieux comprendre l'interconnexion entre ces questions et à formuler des messages de sensibilisation qui pourraient activement remettre en question les tabous et les préjugés.

Activité de réflexion : L'arbre de l'action collective

L'un des moments les plus marquants de l'atelier a été la création de l'arbre de l'action collective, une activité de réflexion en groupe qui invitait chaque participant à présenter une action clé qu'il prévoyait d'entreprendre pour assurer que la protection de l'enfance soit sensible au genre et pour renforcer la protection des garçons et des filles contre l'exploitation et les abus sexuels, en reconnaissant les différences entre les sexes et les besoins propres à chacun d'eux.

Cet arbre symbolique a grandi avec chaque contribution, devenant un témoignage vivant de la volonté collective de changement. Il a servi à la fois de rappel et d'appel à l'action, soulignant les mesures modestes mais efficaces que nous pouvons prendre pour créer un changement durable dans la vie des enfants survivants, y compris les garçons.



CADRES JURIDIQUES ET NORMES SOCIALES

L'efficacité des cadres juridiques est souvent compromise par des normes sociales locales profondément enracinées qui entrent en conflit avec les protections juridiques formelles des enfants. Les discussions ont mis en évidence la nécessité de réformes juridiques qui tiennent compte du contexte, des spécificités de genre et des enfants, ainsi que l'importance de l'engagement des communautés dans la mise en œuvre efficace de ces lois.

Protection insuffisante des garçons : dans de nombreux pays, les lois sont principalement conçues pour protéger les filles, ce qui peut entraîner des lacunes dans la protection des garçons. Par exemple, les lois relatives à l'âge du consentement sexuel ne prennent souvent en compte que les filles, ce qui affecte le signalement et la poursuite des cas impliquant des garçons victimes ou survivants.

Conflit entre les systèmes de justice formels et traditionnels : Les systèmes de justice coutumière et traditionnelle, souvent façonnés par les normes locales et sociales, peuvent parfois entrer en conflit avec les cadres juridiques formels. Ces systèmes peuvent traiter les affaires selon le droit coutumier, ce qui peut entraîner des pratiques telles que les mariages forcés avec l'auteur de l'infraction sexuelle ou d'autres formes de double victimisation pour les enfants.

Influence des normes sociales sur la divulgation et le signalement : Les normes sociales au sein des communautés peuvent influencer la volonté des victimes et de leurs familles de révéler et de signaler les cas d'exploitation sexuelle. Dans certains cas, il y a un manque de compréhension de ce qui constitue l'exploitation sexuelle, et la divulgation et le signalement sont souvent découragés par crainte de répercussions sociales ou d'atteinte à la réputation de l'enfant victime et de sa famille.



ENGAGEMENT ET SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ

L'engagement et le soutien de la communauté ont été identifiés comme des éléments cruciaux pour lutter efficacement contre l'exploitation sexuelle des enfants et améliorer l'accès à la justice pour les enfants victimes. Les participants ont souligné que les communautés locales jouent un rôle essentiel dans la prévention et la réponse aux incidents d'exploitation sexuelle. Un engagement communautaire efficace implique non seulement d'informer et de mobiliser les membres de la communauté, mais aussi de favoriser un environnement favorable dans lequel les filles et les garçons victimes et leurs familles se sentent en sécurité et habilités à demander de l'aide, sans être stigmatisés ou blâmés. Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'adopter des approches communautaires qui intègrent les pratiques traditionnelles dans des cadres efficaces de protection de l'enfance afin de créer des solutions plus holistiques et adaptées au contexte.

Approches communautaires intégrées : Les stratégies d'engagement communautaire réussies impliquent souvent un mélange de systèmes formels et informels. Par exemple, au **Burkina Faso**, des efforts ont été faits pour intégrer les systèmes de justice traditionnels aux cadres juridiques formels afin de traiter les cas d'exploitation sexuelle des enfants. Cette approche garantit le respect des normes et des pratiques communautaires tout en adhérant aux normes juridiques officielles.

Rapports et actions communautaires : Au **Niger**, une approche communautaire notable a été mise en œuvre, impliquant des clubs de pères et de chefs traditionnels. Cette initiative vise à encourager le signalement des cas d'exploitation sexuelle des enfants et à veiller à ce que des mesures appropriées soient prises après le signalement.

COLLABORATIONS ENTRE SYSTÈMES FORMELS ET LES SYSTÈMES COUTUMIERS TRADITIONNELS

La collaboration entre les systèmes formels de protection de l'enfance et les mécanismes communautaires est essentielle pour une prévention et une protection efficace des enfants. Les participants ont souligné la nécessité d'harmoniser et de faciliter la collaboration entre ces systèmes afin de garantir l'accès à la justice et à la protection pour tous les enfants, quel que soit leur lieu de résidence ou leur milieu d'origine.

Harmoniser les systèmes juridiques pluriels :

L'intégration des cadres juridiques formels aux systèmes de justice coutumiers peut contribuer à garantir le respect et l'application des lois de protection de l'enfance au niveau communautaire.

Rôle des chefs traditionnels et religieux : Les chefs traditionnels et religieux jouent souvent un rôle important dans les systèmes de justice coutumière. Leur collaboration avec les processus formels peut renforcer la légitimité et l'efficacité des efforts de protection de l'enfance.

Engagement communautaire : Les communautés jouent un rôle essentiel dans le façonnement des attitudes et des pratiques qui peuvent prévenir ou perpétuer des comportements et des pratiques préjudiciables. La collaboration et l'engagement avec les acteurs de la communauté, y compris les soignants et les enfants, sont indispensables pour s'attaquer aux facteurs structurels de l'exploitation sexuelle des filles et des garçons.

COLLABORATION ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

L'importance du renforcement des capacités et de la collaboration multisectorielle est apparue comme un thème central dans les discussions sur l'amélioration des efforts de protection de l'enfance. Les stratégies efficaces de protection de l'enfance reposent sur une collaboration solide entre les différentes parties prenantes, notamment les agences gouvernementales, les organisations de la société civile et les groupes communautaires, y compris les enfants et les jeunes. Ces partenariats sont essentiels pour prévenir la violence et lutter contre les comportements et pratiques préjudiciables, mobiliser des ressources, élaborer des stratégies globales et fournir des services à la fois efficaces et durables. Toutefois, les difficultés à coordonner les efforts et à aligner les priorités entre les différents secteurs peuvent entraver les progrès. Pour surmonter ces difficultés, il est nécessaire de mettre l'accent sur le développement des compétences et des capacités, sur l'allocation des ressources et sur l'exploitation des technologies.

Duplication des initiatives et des programmes : Le fait que de nombreuses OSC travaillent de manière isolée entraîne une duplication des initiatives qui peut nuire à l'efficacité de la mise en œuvre des programmes.

Contraintes en matière de ressources : De nombreuses organisations sont confrontées à des défis importants en raison de ressources limitées, ce qui entrave leur capacité à répondre efficacement aux cas d'exploitation sexuelle des enfants.



LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES DU PROJET «SHE LEADS» MÈNENT L'ACTION POUR LE CHANGEMENT

“

Nous ne sommes pas ici pour simplement parler. Nous ne sommes pas ici pour simplement faire des beaux discours. Nous sommes ici surtout pour que vous nous écoutiez afin que vous puissiez mettre en pratiques nos recommandations.”

- Josephine Ngegba, représentante de She Leads

Quatre jeunes femmes originaires de l'Afrique de l'Ouest (Mali, Ghana, Liberia et Sierra Leone), représentant le programme She Leads, ont participé à l'atelier régional au Sénégal pour présenter les expériences de leurs pairs confrontés à l'exploitation sexuelle en ligne, et appeler à une action urgente pour faire face à cette crise croissante. She Leads est une initiative conjointe menée par Plan International Pays-Bas, ECPAT International, Défense des enfants - ECPAT Pays-Bas (DCI-ECPAT), le Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines (FEMNET), et Terre des Hommes Pays-Bas (TdH-NL). S'étendant sur la période 2021-2025, le programme vise à accroître l'influence durable des filles et des jeunes femmes sur la prise de décision et la transformation des normes de genre dans les institutions formelles et informelles.

En 2023, les membres du comité consultatif de She Leads, composé de filles et de jeunes femmes, ont lancé un projet de recherche dirigé par des jeunes et axé sur l'exploitation sexuelle en ligne, la cyberintimidation et la cybercriminalité ciblant les filles et les jeunes femmes en Afrique. Menée dans sept pays, la recherche visait à comprendre les risques croissants auxquels les jeunes sont confrontés en ligne, en particulier durant la période de l'épidémie de COVID-19, période au cours de laquelle l'utilisation d'internet avait augmenté. Des enquêtes ont permis de recueillir des informations cruciales sur les expériences des filles et des jeunes femmes, sur l'impact de la criminalité en ligne et sur leurs opinions quant à l'efficacité des politiques et des interventions existantes.



Au cours de l'atelier régional du Sénégal, ces jeunes leaders ont lancé un appel à l'action, exhortant à des efforts collectifs à tous les niveaux pour protéger les filles et les jeunes femmes dans les espaces numériques. Leurs recommandations portent sur les points suivants. Recommandations aux gouvernements nationaux et aux institutions régionales et internationales :

- Fournir une formation appropriée aux organes chargés de l'application de la loi afin d'améliorer leur compréhension des cas d'exploitation sexuelle et renforcer les lois et leur mise en œuvre afin d'offrir une meilleure protection juridique aux victimes et d'assurer une mise en œuvre efficace de la justice.
- Promouvoir la culture numérique et la sécurité chez les filles et les jeunes femmes, en leur fournissant les outils nécessaires pour naviguer en toute sécurité dans les espaces en ligne.
- Créer des espaces sûrs où les filles et les jeunes femmes peuvent dénoncer l'exploitation sexuelle, accéder à des services de soutien et participer à des activités d'autonomisation. Ces espaces devraient offrir la confidentialité et un environnement favorable aux survivants pour qu'ils puissent guérir et reconstruire leur vie.
- Créer des possibilités d'emploi sûres pour les jeunes femmes, afin de leur assurer une indépendance économique et de réduire leur vulnérabilité à l'exploitation sexuelle. Ces possibilités devraient être réglementées afin de garantir des conditions de travail sûres et des salaires équitables.

Recommandation aux organisations de la société civile :

- Lutter contre la stigmatisation et la discrimination et s'exprimer sur les questions liées à l'exploitation sexuelle des enfants, en contribuant à l'effort collectif de lutte contre l'exploitation sexuelle.
- Promouvoir un changement culturel et sociétal pour remettre en question les normes et les attitudes préjudiciables en matière de genre et de sexualité, en favorisant un environnement dans lequel les victimes se sentent en sécurité pour s'exprimer et demander de l'aide.
- Lancer de vastes campagnes de sensibilisation du public afin d'éduquer les communautés sur les signes de l'exploitation sexuelle des enfants, les droits des enfants et l'importance de signaler et d'intercepter les cas d'exploitation présumée.
- Augmenter le financement pour la mise en œuvre de politiques et d'initiatives visant à soutenir les efforts de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants.
- Les OSC, les filles et les jeunes femmes sont invitées à se doter de connaissances sur les politiques de sensibilisation, de défense et de protection des filles et des jeunes femmes contre l'exploitation sexuelle des enfants.

Recommandations à la communauté (parents, responsables locaux, enseignants) :

- Privilégier une communication ouverte avec les filles, créer un environnement sûr pour le signalement et un environnement de soutien pour les victimes et les survivants.
- Sensibiliser les membres de la communauté aux questions liées à l'exploitation sexuelle des enfants et promouvoir des solutions communautaires.

Cliquez [ici](#) pour télécharger le document complet portant "Appel à l'action"



ORIENTATIONS FUTURES

Pour l'avenir, il est essentiel de se concentrer sur des approches novatrices susceptibles de créer un changement durable dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels contre les enfants, tout en veillant à ce que les OSC disposent des ressources et des capacités nécessaires pour poursuivre leur travail essentiel.

Les éléments suivants offrent une feuille de route pour relever les défis actuels, tirer parti de partenariats créatifs, élargir les flux de financement et renforcer les systèmes de collecte de données afin d'améliorer les efforts de protection dans tous les secteurs et au sein de toutes les communautés.

INTÉGRATION DES DIMENSIONS DE GENRE ET DE TECHNOLOGIE DANS L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS

Les discussions de l'atelier ont confirmé que les dimensions sexospécifiques de l'exploitation sexuelle des enfants sont encore largement sous-estimées dans la région. Il reste encore beaucoup à faire pour remettre en question les normes sociales et de genre néfastes qui sont associées à la masculinité et à l'exploitation sexuelle des garçons. Il est également essentiel de remédier au manque de services sensibles à la dimension de genre et d'interventions adaptées.

En outre, les efforts de prévention et de réponse ne peuvent plus ignorer l'impact croissant des formes d'exploitation et d'abus sexuels en ligne et facilités par la technologie. Ces formes sont de plus en plus étroitement liées à l'exploitation et aux abus sexuels en personne. Pour lutter contre ce phénomène, il est essentiel de collecter des données et des recherches actualisées sur les tendances, les pratiques et les interventions émergentes qui peuvent être adaptées au contexte dans les systèmes locaux de protection de l'enfance, ainsi qu'au niveau transnational, étant donné la nature transfrontalière des tendances en ligne et des tendances migratoires.

Nigeria :

L'ONG *"Action Against Child Sexual Abuse Initiative (ACSAI)"* s'est associée à Snapchat pour mener une enquête visant à recueillir des commentaires sur les expériences numériques des jeunes Nigériens (garçons et filles), apportant ainsi des informations précieuses à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne au Nigeria.

Ghana :

L'UNICEF Ghana et l'ONG *Nubian Foundation* ont tous deux plaidé en faveur de l'intégration stratégique de la protection des enfants en ligne dans une approche de renforcement des systèmes visant à lutter contre les manifestations de violence en ligne et hors ligne. Pour l'UNICEF Ghana, l'engagement des OSC a été essentiel pour mobiliser le soutien national en faveur des campagnes de sensibilisation et pour donner aux enfants, aux personnes qui s'occupent d'eux et aux praticiens les moyens d'assurer la sécurité des enfants en ligne. S'appuyant sur sa collaboration avec *Fondation Nubian*, l'UNICEF Ghana a souligné l'importance de la coordination multisectorielle et intersectorielle, qui a permis de mettre en place des textes législatifs et des cadres institutionnels essentiels.



INNOVATION DANS LES PARTENARIATS

Bien que des efforts soient actuellement déployés pour établir des partenariats avec le secteur privé, les participants ont souligné l'importance d'atteindre également le secteur informel, qui est souvent négligé mais vital pour les économies locales. En travaillant avec les réseaux informels, il est possible de sensibiliser les communautés où les approches traditionnelles risquent de ne pas pénétrer.

Burkina Faso :

Au Burkina Faso, un partenariat a été établi avec une société de distribution de boisson afin de sensibiliser à l'exploitation sexuelle des enfants au sein de la chaîne d'approvisionnement locale, en touchant efficacement les travailleurs du secteur informel et les communautés locales.



DIVERSIFICATION DU FINANCEMENT

L'élargissement des sources de financement au-delà des canaux traditionnels du gouvernement et des entreprises est essentiel pour la durabilité des OSC, et peut inclure l'engagement d'institutions religieuses, ainsi que la recherche de financements basés sur la foi.

Sierra Leone :

Au cours de la conférence COVID-19, un consortium pour les droits de l'enfant, en partenariat avec l'UNICEF, a élaboré des orientations qui allaient au-delà des questions de sécurité et de santé, ce qui a permis de débloquer de nouveaux fonds pour les ONG.



RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE COLLECTE DE DONNÉES

Une solide collecte de données est essentielle pour comprendre toute l'étendue de l'exploitation et des abus sexuels concernant des enfants et pour mettre en œuvre des interventions efficaces et ciblées.

Tout au long de l'atelier, les participants ont fait part de leurs inquiétudes quant au manque de données fiables sur l'exploitation et les abus sexuels concernant les enfants en Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, soulignant la nécessité de disposer de systèmes de collecte de données plus complets et plus désagrégés. Le renforcement de la collaboration avec les parties prenantes, y compris les établissements d'enseignement et les organisations de base, a été identifié comme une stratégie clé pour combler ces lacunes et mettre en place des cadres de collecte de données plus résistants.

Ghana :

Au Ghana, l'ONG *Hope Education Project* s'est associée à l'Université du Texas (Austin) pour ajouter à l'indice *Walk Free* des données ventilées sur l'exploitation sexuelle des enfants dans la prostitution.

Maroc :

L'ONG *AMANE*, membre d'ECPAT, s'est associée à l'université de Rabat pour mettre en place un système de collecte de données ventilées sur l'exploitation sexuelle des enfants.

CONCLUSION

Les participants à l'atelier régional du Sénégal ont souligné l'importance des partenariats et de la mise en réseau en tant que résultats clés, nombre d'entre eux ayant indiqué que l'événement les avait aidés à renforcer leurs liens avec d'autres organisations dans toute la région. Les discussions thématiques ont été particulièrement bien accueillies, contribuant à accroître les connaissances des participants en matière d'approches centrées sur l'enfant et de protection. Les participants ont également indiqué qu'ils prévoyaient d'appliquer ce qu'ils avaient appris dans leur travail, soulignant l'importance de la collaboration, de l'apprentissage continu et de l'adaptation des stratégies pour lutter efficacement contre l'exploitation sexuelle des enfants dans un paysage en constante évolution.

L'atelier régional du Sénégal constitue une étape cruciale dans notre cheminement commun vers un avenir où tous les enfants seront protégés de l'exploitation sexuelle. Les idées et les stratégies discutées ici ouvrent la voie à une action future fondée sur la collaboration, l'innovation et les expériences des personnes les plus touchées. Grâce à ces idées collectives et à un engagement commun, nous pouvons continuer à construire un monde plus sûr et plus juste pour chaque enfant.



ECPAT INTERNATIONAL :

ECPAT International est un réseau de plus de 120 organisations de la société civile réparties dans plus de 100 pays, toutes passionnément engagées dans la vision commune d'éradiquer l'exploitation sexuelle des enfants. Exploitant la puissance de plus de trois décennies d'expérience en matière d'engagement multipartite et de gestion des partenariats, notre vaste réseau opère à tous les niveaux, y compris niveau national, régional et mondial. Nous avançons sans relâche, animés par la conviction que chaque enfant mérite un monde sans exploitation sexuelle.

SAFE ONLINE :

Safe Online est une organisation mondiale dédiée à la sécurité des enfants dans le monde numérique. En mettant l'accent sur les solutions innovantes et la recherche, Safe Online collabore avec des partenaires pour faire face aux menaces numériques et façonner un monde numérique plus sûr pour tous les enfants et les jeunes. Depuis 2017, Safe Online a investi près de 100 millions de dollars américains dans plus de 100 projets ayant un impact dans plus de 85 pays ; il a également reçu un financement substantiel dans la région de l'Asie du Sud-Est avec 20 projets pour plus de 20 millions de dollars américains.

ECPAT FRANCE :

ECPAT France est née d'une campagne en 1992 et a été officiellement enregistrée en tant qu'organisation en 1997. Ces activités visent à sensibiliser contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, à former les acteurs clés, à améliorer les lois françaises et leur application et à soutenir des projets en faveur des enfants. Plusieurs activités se concentrent également sur la prévention du tourisme sexuel impliquant des enfants, et de nombreux liens ont été développés avec les professionnels du tourisme à cet égard.

ECPAT LUXEMBOURG :

Créée en 1995, ECPAT Luxembourg développe des projets de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans trois régions du monde à savoir : Europe, Afrique de l'Ouest et Asie du Sud. ECPAT Luxembourg est officiellement reconnue comme organisation non gouvernementale par le ministère Luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes et est placée sous le haut patronage de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse qui était présente au premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales organisé à Stockholm en 1996.

SHE LEADS :

She Leads est un programme conjoint de Plan International Pays-Bas, ECPAT International, Défense des enfants - ECPAT Pays-Bas (DCI-ECPAT), Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines (FEMNET) et Terre des Hommes Pays-Bas (TdH-NL). Le consortium She Leads, qui couvre la période 2021-2025, vise à accroître l'influence durable des filles et des jeunes femmes sur la prise de décision et la transformation des normes de genre dans les institutions formelles et informelles.

ASSOCIATION DES JURISTES SÉNÉGALAISES :

L'Association des Juristes Sénégalais est née en juillet 1974. Elle compte parmi ses membres des professeurs de droit, des magistrats, des avocats, des huissiers, des notaires, des inspecteurs du travail, des conseillers juridiques et des doctorants en droit. L'organisation a permis de contribuer efficacement au développement du droit en général et à la promotion de la femme et de l'enfant en particulier au Sénégal.



She
LEADS



Safe
Online